

2022

JANVIER–
SEPTEMBRE

INDEX

des Notes d'information
sur la jurisprudence de la Cour



Index de la jurisprudence de la Cour résumée
dans les Notes d'information en 2022

Cour européenne des droits de l'homme

La Note d'information contient les résumés d'affaires dont le greffe de la Cour a indiqué qu'elles présentaient un intérêt particulier. Les résumés sont rédigés par des juristes, sous l'autorité du juriconsulte, et ne lient pas la Cour. Ils sont en principe rédigés dans la langue de l'affaire concernée. Les traductions des résumés vers l'autre langue officielle de la Cour sont accessibles directement à partir de la Note d'information, au moyen d'hyperliens pointant vers la base de données HUDOC qui est alimentée au fur et à mesure de la réception des traductions.

Un index annuel récapitule les arrêts et décisions résumés dans les Notes d'information, présentés par articles de la Convention et mots-clés pertinents. Afin de rendre plus performant l'accès à l'information contenue dans celles-ci, un index cumulatif mensuel est édité et mis en ligne régulièrement, si possible à chaque parution de la note.

Les versions électroniques des Notes d'information et des index peuvent être téléchargées à l'adresse www.echr.coe.int/NoteInformation/fr. Les résumés juridiques publiés dans les Notes d'information sont aussi disponibles dans la base de données HUDOC sous le filtre et les liens « Résumés juridiques ».

Disponible gratuitement, la base de données HUDOC (<http://hudoc.echr.coe.int/fre>) donne accès à la jurisprudence de la Cour (arrêts et décisions de Grande Chambre, de chambre et de comité, affaires communiquées, avis consultatifs et résumés juridiques extraits de la Note d'information sur la jurisprudence), ainsi qu'à celle de l'ancienne Commission européenne des droits de l'homme (décisions et rapports) et aux résolutions du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Cour européenne des droits de l'homme
Conseil de l'Europe
67075 Strasbourg Cedex
France
Tél. : +33 (0)3 88 41 20 18
publishing@echr.coe.int
www.echr.coe.int
twitter.com/ECHR_CEDH
Fils RSS

Photo : Conseil de l'Europe
Couverture : vue intérieure du Palais des droits de l'homme (architectes : Richard Rogers Partnership et Atelier Claude Bucher)

© Conseil de l'Europe / Cour européenne des droits de l'homme, 2022

La plateforme Partage des Connaissances de la Cour ([CEDH-KS](#)) sera accessible au public à partir du 18 octobre 2022.

Dans la mesure où le contenu de [CEDH-KS](#) sera mis à jour chaque semaine, la compilation mensuelle des Résumés Juridiques (CLIN) et son index ne seront plus publiés par la Cour.

Les résumés Juridiques individuels seront toujours accessibles sur [HUDOC](#) et également référencés sur [CEDH-KS](#).

Table des matières

ARTICLE 1

Juridiction des États	8
-----------------------------	---

ARTICLE 2

Vie	8
Recours à la force	8
Obligations positives (volet matériel)	8
Enquête effective	9
Obligations positives (volet procédural)	9

ARTICLE 3

Traitement inhumain ou dégradant	9
Traitement dégradant	10
Obligations positives (volet matériel)	10
Enquête effective	10
Extradition	10

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Arrestation ou détention régulières	11
---	----

Article 5 § 1 e)

Aliéné	11
--------------	----

Article 5 § 3

Caractère raisonnable de la détention provisoire	11
--	----

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Droits et obligations de caractère civil	11
Accès à un tribunal	12
Procès équitable	12
Délai raisonnable	12
Tribunal indépendant et impartial	12
Tribunal établi par la loi	12

Article 6 § 1 (pénal)

Accès à un tribunal	13
Procès équitable	13

Article 6 § 1 (administratif)

Accès à un tribunal	14
Procédure contradictoire	14

Article 6 § 1 (constitutionnel)	
Accès à un tribunal.....	14
Article 6 § 2	
Présomption d’innocence	14
Article 6 § 3 a)	
Information sur la nature et la cause de l’accusation	14
Article 6 § 3 c)	
Se défendre avec l’assistance d’un défenseur.....	14
Assistance d’un défenseur de son choix	15
Article 6 § 3 d)	
Interrogation des témoins.....	15
ARTICLE 7	
<i>Nullum crimen sine lege Nulla poena sine lege</i>	15
Rétroactivité	15
ARTICLE 8	
Respect de la vie privée et familiale	15
Respect de la vie privée	16
Respect de la vie familiale	17
Respect du domicile.....	17
Respect de la correspondance.....	17
Obligations positives.....	17
ARTICLE 9	
Manifester sa religion ou sa conviction.....	18
ARTICLE 10	
Liberté d’expression.....	18
Liberté de communiquer des informations	20
ARTICLE 11	
Liberté de réunion pacifique	20
Liberté d’association	21
Fonder et s’affilier à des syndicats.....	21
ARTICLE 13	
Recours effectif	21
ARTICLE 14	
Discrimination (article 2)	22
Discrimination (article 3)	22
Discrimination (article 5)	22
Discrimination (article 8)	22
Discrimination (article 9)	23

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)	23
ARTICLE 34	
Victime	23
Entraver l'exercice du droit de recours	23
ARTICLE 35	
Article 35 § 1	
Épuisement des voies de recours internes Recours interne effectif – Russie	24
Délai de six mois	24
ARTICLE 37	
Radiation du rôle	24
ARTICLE 46	
Exécution de l'arrêt	24
Exécution de l'arrêt – Mesures générales et individuelles	24
Exécution de l'arrêt – Mesures individuelles	25
Article 46 § 4	
Procédure en manquement	25
ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1	
Respect des biens	25
Privation de propriété	25
Réglementer l'usage des biens	25
Obligations positives	26
ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1	
Libre expression de l'opinion du peuple Vote	26
Se porter candidat aux élections	26
ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 4	
Article 2 § 2	
Liberté de quitter un pays	26
ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 4	
Article 3 § 2	
Entrer dans son pays	27
ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4	
Interdiction des expulsions collectives d'étrangers	27

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois 27

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12

Interdiction générale de la discrimination 27

PROTOCOLE N° 16

Avis consultatifs..... 28

Liste des affaires par article de la Convention et mots-clés pertinents

ARTICLE 1

Jurisdiction des États

Décès d'un soldat espagnol, tué par des tirs israéliens lors d'une mission de maintien de la paix menée sous l'égide de l'ONU au Liban : *absence de juridiction ; irrecevable*

Toledo Polo c. Espagne (déc.), 39691/18, 22.3.2022 Décision | Résumé juridique

Refus de rapatrier des nationaux placés en détention dans des camps sous contrôle kurde après la chute de l'« État islamique » : *juridiction non établie* quant au grief de mauvais traitements ; *juridiction établie quant au droit d'entrer sur le territoire national*

H.F. et autres c. France [GC], 24384/19 et 44234/20, 14.9.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 2

Vie

Omissions et retards concrets des autorités nationales dans la conduite et l'organisation de l'opération de sauvetage de réfugiés naufragés dont certains sont morts : *violation*

Safi et autres c. Grèce, 5418/15, 7.7.2022 Arrêt | Résumé juridique

Recours à la force

Recours à la force meurtrière, alors que celui-ci n'avait pas été rendu absolument nécessaire, au cours d'une opération de police menée contre un individu ayant été identifié à tort comme un dangereux fugitif, et enquête ineffective : *violation*

Pârvu c. Roumanie, 13326/18, 30.8.2022 Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives (volet matériel)

Manquement à l'obligation d'empêcher des violences fondées sur le sexe commises par un policier : *violation*

A et B c. Géorgie, 73975/16, 10.2.2022 Arrêt | Résumé juridique

Mesures immédiates et adaptées des autorités pour retrouver une schizophrène suicidaire de 18 ans disparue : *non-violation*

Gonçalves Monteiro c. Portugal, 65666/16, 15.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Défaut de protection par les autorités d'une femme tuée par son époux, alors qu'elle avait plusieurs fois porté plainte pour violences conjugales sur une période de 9 mois : *violation*

Y et autres c. Bulgarie, 9077/18, 22.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Absence de mesures visant à protéger la vie d'un appelé qui s'était suicidé, bien qu'il eût été harcelé, mêlé à un différend financier et dissuadé de signaler des méfaits au sein de son unité militaire : *violation*

[Nana Muradyan c. Arménie, 69517/11, 5.4.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Absence de mesures préventives des autorités face à des violences domestiques récurrentes ayant abouti à la tentative de meurtre de la requérante par son compagnon et au meurtre de leur fils : *violation*

[Landi c. Italie, 10929/19, 7.4.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Absence de risque réel et immédiat pour la vie d'un écrivain connu qui avait été visé par une fatwa religieuse, non suivie de menaces ou d'intimidations, et qui est mort poignardé par un inconnu : *violation*

[Tagiyeva c. Azerbaïdjan, 72611/14, 7.7.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Enquête effective

Enquête sur des coups de feu mortels tirés par des soldats en Irlande du Nord suffisamment approfondie et étendue malgré quelques lacunes relevées : *irrecevable*

[Gribben c. Royaume-Uni \(déc.\), 28864/18, 25.1.2022](#) Décision | Résumé juridique

Manquement d'enquêter sur la passivité des forces de l'ordre suite à des violences fondées sur le sexe commises par un policier : *violation*

[A et B c. Géorgie, 73975/16, 10.2.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Manque de célérité et d'effectivité de l'enquête sur la disparition d'une jeune schizophrène suicidaire : *violation*

[Gonçalves Monteiro c. Portugal, 65666/16, 15.3.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Absence d'enquête effective sur le naufrage de réfugiés ayant entraîné la mort de certains : *violation*

[Safi et autres c. Grèce, 5418/15, 7.7.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Enquête inefficace à la suite d'un recours à la force meurtrière, alors que celui-ci n'avait pas été rendu absolument nécessaire, au cours d'une opération de police menée contre un individu ayant été identifié à tort comme un dangereux fugitif : *violation*

[Pârvu c. Roumanie, 13326/18, 30.8.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives (volet procédural)

Décès d'une participante à un essai clinique sur un nouveau médicament, défaut de mise en œuvre effective du cadre réglementaire et absence de consentement éclairé : *violation*

[Traskunova c. Russie, 21648/11, 30.8.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 3

Traitement inhumain ou dégradant

Détention, durant deux ans, en milieu carcéral ordinaire d'une personne bipolaire dans de mauvaises conditions et sans stratégie thérapeutique globale de prise en charge de sa pathologie : *violation*

[Sy c. Italie, 11791/20, 24.1.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Rétention administrative durant quatorze jours dans le but d'éloignement d'un enfant étranger âgé de huit ans accompagné de ses parents dans un centre inadapté : *violation*

[N.B. et autres c. France, 49775/20, 31.3.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Applicabilité aux actes médicaux de féminisation, réalisés sur une personne intersexuée durant son enfance, sans sa connaissance et son consentement : *question laissée ouverte*

[M c. France \(déc.\), 42821/18, 26.4.2022](#) Décision | Résumé juridique

Placement d'un mineur dans un centre d'accueil pour adultes, où il a été soumis à des conditions inadéquates pendant plus de quatre mois ainsi qu'à une procédure d'évaluation de l'âge contraire à l'article 8 : *violation*

[Darboe et Camara c. Italie, 5797/17, 21.7.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Stérilisation non consentie pratiquée dans une situation imprévue et urgente par des médecins n'ayant pas agi de mauvaise foi n'atteint pas le seuil de gravité requis : *irrecevable*

[Y.P. c. Russie, 43399/13, 20.9.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Traitement dégradant

Fouilles corporelles sur des réfugiés naufragés, à leur arrivée sur une île grecque, obligés par les forces de l'ordre de se déshabiller en même temps et au même endroit, devant au moins treize personnes : *violation*

[Safi et autres c. Grèce, 5418/15, 7.7.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives (volet matériel)

Mesures adéquates et proportionnées lors de la pandémie de Covid-19 visant à protéger la santé du requérant incarcéré, qui n'a qu'un seul rein, et à limiter la propagation du virus : *non-violation*

[Fenech c. Malte, 19090/20, 1.3.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Absence de protection de la propriétaire d'un bar militante LGBT contre un incendie criminel et des agressions physiques et verbales homophobes, et absence d'enquête effective : *violation*

[Oganezova c. Arménie, 71367/12 and/et 72961/12, 17.5.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Enquête effective

Absence de protection de la propriétaire d'un bar militante LGBT contre un incendie criminel et des agressions physiques et verbales homophobes, et absence d'enquête effective : *violation*

[Oganezova c. Arménie, 71367/12 and/et 72961/12, 17.5.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Manquement, contraire au droit interne, à l'obligation de mener une enquête effective sur des allégations de menaces de mort qui auraient été proférées contre une victime de viol vulnérable par l'auteur des faits, son père : *violation*

[J.I. c. Croatie, 35898/16, 8.9.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Extradition

Absence de risque individuel réel en cas d'extradition d'Ouzbeks de souche vers le Kirghizistan : *l'extradition n'emporterait pas violation*

[Khasanov et Rakhmanov c. Russie \[GC\], 28492/15 et 49975/15, 29.4.2022](#) ... Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Arrestation ou détention régulières

Détention provisoire régulière d'un haut fonctionnaire dans le contexte de poursuites pénales parallèles, absence d'indice de manœuvre procédurale : *irrecevable*

[Akhalaiya c. Géorgie \(déc.\), 30464/13 et 19068/14, 7.6.2022](#) Décision | Résumé juridique

Détention de plusieurs mois dans l'État extradant jugée régulière bien que la durée fixée dans l'ordonnance de détention ait été de trente jours et calculée à compter de la date d'extradition : *non-violation*

[Gilanov c. République de Moldova, 44719/10, 13.9.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Article 5 § 1 e)

Aliéné

Maintien en détention en prison ordinaire d'un bipolaire, malgré son placement dans un établissement adapté ordonné par les tribunaux nationaux, faute de places disponibles : *violation*

[Sy c. Italie, 11791/20, 24.1.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Internement pendant près de trois ans justifié par la persistance, démontrée au moyen d'une expertise médicale objective, des troubles mentaux de l'intéressée : *non-violation*

[P.W. c. Autriche, 10425/19, 21.6.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Article 5 § 3

Caractère raisonnable de la détention provisoire

Motifs pertinents et suffisants justifiant la longue détention provisoire (près de deux ans) d'un haut fonctionnaire dans le contexte de quatre procédures pénales, les autorités ayant agi avec une diligence particulière : *irrecevable*

[Akhalaiya c. Géorgie \(déc.\), 30464/13 et 19068/14, 7.6.2022](#) Décision | Résumé juridique

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Droits et obligations de caractère civil

Absence de contrôle juridictionnel de la cessation prématurée, *ex lege*, consécutive à une réforme législative, du mandat de membre du Conseil national de la magistrature d'un juge en exercice de la Cour administrative suprême : *violation*

[Grzęda c. Pologne \[GC\], 43572/18, 15.3.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Accès à un tribunal

Retrait, sans contrôle judiciaire, de l'effet suspensif des recours des pères, ayant permis le départ à l'étranger des enfants avec leurs mères et ainsi entraîné l'incompétence des tribunaux internes : *violations*

Plazzi c. Suisse, 44101/18, 8.2.2022 Arrêt | Résumé juridique
Roth c. Suisse, 69444/17, 8.2.2022 Arrêt | Résumé juridique

Absence de contrôle juridictionnel de la cessation prématurée, *ex lege*, consécutive à une réforme législative, du mandat de membre du Conseil national de la magistrature d'un juge en exercice de la Cour administrative suprême : *violation*

Grzęda c. Pologne [GC], 43572/18, 15.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Législation sur l'immunité de juridiction ayant empêché les requérantes d'introduire des actions en justice après avoir été licenciées par des ambassades étrangères au Royaume-Uni : *violations*

Benkharbouche et Janah c. Royaume-Uni, 19059/18 et 19725/18, 5.4.2022 . Arrêt | Résumé juridique

Formalisme excessif entachant la décision d'irrecevabilité d'un recours, faute d'avoir été remis par voie électronique, et ce en dépit d'obstacles pratiques : *violation*

Xavier Lucas c. France, 15567/20, 9.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

Procès équitable

Juste équilibre entre les parties et caractère contradictoire d'une procédure civile non compromis par la participation d'un procureur, magistrat indépendant sans pouvoirs spéciaux en droit interne : *non-violation*

Kramareva c. Russie, 4418/18, 1.2.2022 Arrêt | Résumé juridique

Aucune raison assez impérieuse pour justifier une loi rétroactive réglant au fond des litiges en matière de pensions faisant l'objet de procédures pendantes : *violation*

D'Amico c. Italie, 46586/14, 17.2.2022 Arrêt | Résumé juridique

Délai raisonnable

Durée excessive, non justifiée par des mesures liées à la Covid-19, d'une procédure – qui dure depuis six ans – engagée par des grands-parents pour obtenir la garde de leurs petits-enfants privés de protection parentale : *violation*

Q et R c. Slovaquie, 19938/20, 8.2.2022 Arrêt | Résumé juridique

Tribunal indépendant et impartial

Garanties procédurales insuffisantes concernant la désignation des juges non professionnels d'une juridiction disciplinaire et la protection de ceux-ci contre les pressions extérieures : *violation*

Grosam c. République tchèque, 19750/13, 23.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

Tribunal établi par la loi

Violations manifestes, à la suite d'une réforme législative, dans la nomination à la chambre civile de la Cour suprême des juges qui ont examiné le recours en matière civile formé par la société requérante : *violation*

Advance Pharma sp. z o.o c. Pologne, 1469/20, 3.2.2022 Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 1 (pénal)

Accès à un tribunal

Prescription opposée à la plainte pénale d'une personne intersexuée pour des actes médicaux de féminisation, réalisés durant son enfance, d'autres voies de recours restant ouvertes : *irrecevable*

[M c. France \(déc.\), 42821/18, 26.4.2022](#) Décision | Résumé juridique

Procès équitable

Utilisation au procès des aveux initiaux d'un suspect de terrorisme détenu au secret qui s'était vu refuser, sans motivation individualisée, l'accès à l'avocat de son choix et à un avocat commis d'office : *violation*

[Atristain Gorosabel c. Espagne, 15508/15, 18.1.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Condamnation fondée sur les déclarations écrites de témoins absents, qui avaient été entendus par les tribunaux de leur lieu de résidence, la juridiction de jugement n'ayant pas pris toutes les mesures raisonnables pour assurer leur comparution : *violation*

[Faysal Pamuk c. Turquie, 430/13, 18.1.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Condamnation du requérant reposant sur ses déclarations et celles de son coaccusé réalisées dès le stade initial de l'enquête sans la présence d'un avocat en application de la loi : *violation*

[Tonkov c. Belgique, 41115/14, 8.3.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Manque d'équité d'un procès résultant d'un défaut de notification de chefs d'accusation et d'assistance juridique au requérant interrogé en qualité de témoin alors qu'il faisait déjà l'objet d'une enquête et de soupçons : *violation*

[Bjarki H. Diego c. Islande, 30965/17, 15.3.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

La confirmation par le juge de la mise en état d'une décision de mise en accusation n'a pas affaibli la position du requérant de manière à rendre le procès pénal dirigé contre lui inéquitable *ab initio* : *non-violation*

[Alexandru-Radu Luca c. Roumanie, 20837/18, 14.6.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Condamnation du requérant pour rébellion fondée seulement sur les déclarations des policiers, y compris ceux lui ayant infligé un traitement dégradant reconnu par le Gouvernement : *violation*

[Boutaffala c. Belgique, 20762/19, 28.6.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Rejet suffisamment motivé d'un appel en matière pénale, à la suite d'un partage de voix, basé sur le manquement du requérant à s'acquitter de la charge de la preuve que le droit interne faisait peser sur lui : *non-violation*

[Loizides c. Chypre, 31029/15, 5.7.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 1 (administratif)

Accès à un tribunal

Procédure contradictoire

Banque dans l'incapacité d'obtenir un contrôle juridictionnel approprié du retrait de son agrément, de présenter sa cause et de protéger ses intérêts lors de procédures d'insolvabilité et de liquidation : *violations*

Korporativna Targovska Banka AD c. Bulgarie, 46564/15 et 68140/16,

30.8.2022 Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 1 (constitutionnel)

Accès à un tribunal

Rejet disproportionné d'une demande de remboursement des dépens dans un recours devant la Cour constitutionnelle concernant une privation de capacité juridique : *violation*

Dragan Kovačević c. Croatie, 49281/15, 12.5.2022 Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 2

Présomption d'innocence

Relaxe au pénal prononcée après un arrêt de cour d'appel ayant établi la responsabilité civile de l'intéressé pour les mêmes faits, invoquée ensuite devant la Cour de cassation pour contester ladite responsabilité : *article 6 § 2 applicable*

Diamantopoulos c. Grèce (déc.), 68144/13, 8.3.2022 Décision | Résumé juridique

Article 6 § 3 a)

Information sur la nature et la cause de l'accusation

Manque d'équité d'un procès résultant d'un défaut de notification de chefs d'accusation et d'assistance juridique au requérant interrogé en qualité de témoin alors qu'il faisait déjà l'objet d'une enquête et de soupçons : *violation*

Bjarki H. Diego c. Islande, 30965/17, 15.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 3 c)

Se défendre avec l'assistance d'un défenseur

Utilisation au procès des aveux initiaux d'un suspect de terrorisme détenu au secret qui s'était vu refuser, sans motivation individualisée, l'accès à l'avocat de son choix et à un avocat commis d'office : *violation*

Atristain Gorosabel c. Espagne, 15508/15, 18.1.2022 Arrêt | Résumé juridique

Condamnation du requérant reposant sur ses déclarations et celles de son coaccusé réalisées dès le stade initial de l'enquête sans la présence d'un avocat en application de la loi : *violation*

Tonkov c. Belgique, 41115/14, 8.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Manque d'équité d'un procès résultant d'un défaut de notification de chefs d'accusation et d'assistance juridique au requérant interrogé en qualité de témoin alors qu'il faisait déjà l'objet d'une enquête et de soupçons : *violation*

[Bjarki H. Diego c. Islande, 30965/17, 15.3.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

La confirmation par le juge de la mise en état d'une décision de mise en accusation n'a pas affaibli la position du requérant de manière à rendre le procès pénal dirigé contre lui inéquitable *ab initio* : *non-violation*

[Alexandru-Radu Luca c. Roumanie, 20837/18, 14.6.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Assistance d'un défenseur de son choix

Utilisation au procès des aveux initiaux d'un suspect de terrorisme détenu au secret qui s'était vu refuser, sans motivation individualisée, l'accès à l'avocat de son choix et à un avocat commis d'office : *violation*

[Atristain Gorosabel c. Espagne, 15508/15, 18.1.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 3 d)

Interrogation des témoins

Condamnation fondée sur les déclarations écrites de témoins absents, qui avaient été entendus par les tribunaux de leur lieu de résidence, la juridiction de jugement n'ayant pas pris toutes les mesures raisonnables pour assurer leur comparution : *violation*

[Faysal Pamuk c. Turquie, 430/13, 18.1.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 7

Nullum crimen sine lege | *Nulla poena sine lege*

Avis consultatif sur l'applicabilité de la prescription aux poursuites, condamnations et sanctions pour des infractions constitutives, en substance, d'actes de torture

Avis consultatif demandé par la Cour de cassation arménienne [GC],
[P16-2021-001, 26.4.2022](#) Avis | Résumé juridique

Rétroactivité

Application rétroactive de la loi pénale pour faux enregistrement délibéré d'immigrés à l'appartement de la requérante : *violation*

[Kotlyar c. Russie, 38825/16 et al., 12.7.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 8

Respect de la vie privée et familiale

Refus de délivrer à une personne transgenre un acte de naissance complet sans mention de sa conversion sexuelle, alors que l'extrait de l'acte et les nouveaux documents d'identité n'indiquent que le nouveau sexe : *non-violation*

[Y c. Pologne, 74131/14, 17.2.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Impossibilité d'obtenir la reconnaissance d'un lien de filiation entre un enfant et l'ancienne compagne de sa mère biologique : *non-violation*

C.E. et autres c. France, 29775/18 et 29693/19, 24.3.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Respect de la vie privée

Insuffisance des garanties offertes par la loi contre l'arbitraire et les abus en matière de surveillance secrète, de conservation de données de communication et d'accès à ces données : *violations*

Ekimdzhev c. Bulgarie, 70078/12, 11.1.2022 Arrêt | Résumé juridique

Rejet injustifié par les tribunaux du recours contre le non-respect de l'exigence légale de recueillir par écrit le consentement à l'une des trois opérations chirurgicales connexes : *violation*

Reyes Jimenez c. Espagne, 57020/18, 8.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

La divulgation d'une conversation du Premier ministre portant sur un sujet d'intérêt général était prévue par la loi et proportionnée en dépit de l'atteinte à la réputation qui en a découlé : *non-violation*

Algirdas Butkevičius c. Lituanie, 70489/17, 14.6.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Pouvoir presque illimité exercé par le service national de renseignements lors d'une opération de surveillance, sans garantie ni protection adéquate pour les personnes touchées de manière aléatoire : *violation*

Haščák c. Slovaquie, 58359/12 et al., 23.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

Rapport de police sur des juges signataires d'un manifeste sur le « droit de décider » de la population catalane et enquête insuffisante sur la fuite des informations y figurant dans la presse : *violation*

M.D. c. Espagne, 36584/17, 28.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

L'interdiction générale et indifférenciée faite aux détenus de posséder du matériel pornographique ne permet pas d'apprécier la proportionnalité dans un cas donné : *violation*

Chocholáč c. Slovaquie, 81292/17, 7.7.2022 Arrêt | Résumé juridique

Demandeur d'asile mineur non accompagné placé dans un centre d'accueil pour adultes et n'ayant pas bénéficié des garanties procédurales minimales dans une procédure d'évaluation de l'âge : *violation*

Darboe et Camara c. Italie, 5797/17, 21.7.2022 Arrêt | Résumé juridique

Lacunes importantes dans une enquête pénale concernant des allégations de harcèlement sexuel sur le lieu de travail : *violation*

C. c. Roumanie, 47358/20, 30.8.2022 Arrêt | Résumé juridique

Manquement des autorités à protéger de manière adéquate la confidentialité des données relatives à la santé du requérant et à enquêter sur leur divulgation, intervenue par la vente d'une base de données sur un marché : *violation*

Y.G. c. Russie, 8647/12, 30.8.2022 Arrêt | Résumé juridique

Décision, relevant de l'ample marge d'appréciation de l'État, de condamner le requérant au paiement d'une amende pour avoir cultivé du cannabis sans ordonnance à des fins personnelles dans le but de soulager des douleurs chroniques : *non-violation*

Thorn c. Suède, 24547/18, 1.9.2022 Arrêt | Résumé juridique

Collecte des données relatives aux pratiques sexuelles d'un donneur du sang potentiel basée sur une spéculation et durée excessive de leur conservation par un établissement public : *violation*

Drelon c. France, 3153/16 et 27758/18, 8.9.2022 Arrêt | Résumé juridique

Absence de base légale concernant des sanctions disciplinaires ayant conduit à l'imposition d'un régime de détention plus strict et des transfèrements répétés d'une prison à l'autre : *violation*

Stanislav Lutsenko c. Ukraine (n° 2), 483/10, 15.9.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Rejet de l'action civile des requérants accusés du crime contre leur fille disparue par un ancien policier chargé de l'enquête médiatisée classée sans suite pour défaut de preuves : *non-violation*

McCann et Healy c. Portugal, 57195/17, 20.9.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Stérilisation non consentie pratiquée en violation du droit interne, manquement des juridictions internes à leur devoir d'établir les responsabilités et de fournir une réparation : *violation*

Y.P. c. Russie, 43399/13, 20.9.2022 Arrêt | Résumé juridique

Respect de la vie familiale

Refus du tribunal d'entendre de jeunes enfants privés de protection parentale, représentés par les services sociaux et non par un tuteur *ad litem*, dans une procédure de placement engagée par les grands-parents requérants : *non-violation*

Q et R c. Slovénie, 19938/20, 8.2.2022 Arrêt | Résumé juridique

Respect du domicile

Pénétration de la police dans le domicile, sans base légale ni consentement d'un étranger lui ayant ouvert la porte, dans le cadre du suivi d'une mesure d'éloignement : *violation*

Sabani c. Belgique, 53069/15, 8.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Procédure devant les juridictions internes et ordonnances enjoignant aux membres d'une communauté des gens du voyage de quitter un site illégalement occupé : *irrecevable*

Faulkner et McDonagh c. Irlande (déc.), 30391/18 et 30416/18, 8.3.2022 Décision | Résumé juridique

Respect de la correspondance

Insuffisance des garanties offertes par la loi contre l'arbitraire et les abus en matière de surveillance secrète, de conservation de données de communication et d'accès à ces données : *violations*

Ekimdzhev c. Bulgarie, 70078/12, 11.1.2022 Arrêt | Résumé juridique

La divulgation d'une conversation du Premier ministre portant sur un sujet d'intérêt général était prévue par la loi et proportionnée en dépit de l'atteinte à la réputation qui en a découlé : *non-violation*

Algirdas Butkevicius c. Lituanie, 70489/17, 14.6.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives

Rejet injustifié par les tribunaux du recours contre le non-respect de l'exigence légale de recueillir par écrit le consentement à l'une des trois opérations chirurgicales connexes : *violation*

Reyes Jimenez c. Espagne, 57020/18, 8.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Impossibilité d'obtenir la reconnaissance d'un lien de filiation entre un enfant et l'ancienne compagne de sa mère biologique : *non-violation*

C.E. et autres c. France, 29775/18 et 29693/19, 24.3.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Rapport de police sur des juges signataires d'un manifeste sur le « droit de décider » de la population catalane et enquête insuffisante sur la fuite des informations y figurant dans la presse : *violation*

M.D. c. Espagne, 36584/17, 28.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

Demandeur d'asile mineur non accompagné placé dans un centre d'accueil pour adultes et n'ayant pas bénéficié des garanties procédurales minimales dans une procédure d'évaluation de l'âge : *violation*

Darboe et Camara c. Italie, 5797/17, 21.7.2022 Arrêt | Résumé juridique

Lacunes importantes dans une enquête pénale concernant des allégations de harcèlement sexuel sur le lieu de travail : *violation*

C. c. Roumanie, 47358/20, 30.8.2022 Arrêt | Résumé juridique

Inefficacité de toutes les procédures à disposition de la requérante alléguant des fautes médicales pour l'ablation d'un sein par un chirurgien suite au diagnostic erroné de cancer d'un oncologue : *violation*

Tusă c. Roumanie, 21854/18, 30.8.2022 Arrêt | Résumé juridique

Manquement des autorités à protéger de manière adéquate la confidentialité des données relatives à la santé du requérant et à enquêter sur leur divulgation, intervenue par la vente d'une base de données sur un marché : *violation*

Y.G. c. Russie, 8647/12, 30.8.2022 Arrêt | Résumé juridique

Défaut de protection du requérant face à un nouveau propriétaire qui, après s'être introduit de force et de manière illégale dans son domicile, en a interdit l'accès à l'intéressé ; expulsion illégale par un huissier, constitutive d'une ingérence : *violation*

Jansons c. Lettonie, 1434/14, 8.9.2022 Arrêt | Résumé juridique

Rejet de l'action civile des requérants accusés du crime contre leur fille disparue par un ancien policier chargé de l'enquête médiatisée classée sans suite pour défaut de preuves : *non-violation*

McCann et Healy c. Portugal, 57195/17, 20.9.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 9

Manifester sa religion ou sa conviction

Refus injustifié d'affecter une salle d'une prison de haute sécurité à un détenu musulman pour la prière collective du vendredi : *violation*

Abdullah Yalçın c. Turquie (n° 2), 34417/10, 14.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 10

Liberté d'expression

Caractère injustifié et disproportionné de la condamnation d'un journaliste et de la sanction imposée à celui-ci pour des propos qu'il avait tenus au sujet de personnes

morales connues lors d'une audition publique devant une commission parlementaire : *violation*

[Freitas Rangel c. Portugal, 78873/13, 11.1.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Amende de 14 EUR infligée à un contre-manifestant pour avoir déployé, au milieu des manifestants, une banderole provocatrice dénaturant le message de la manifestation et susceptible de provoquer des troubles : *non-violation*

[Manannikov c. Russie, 9157/08, 1.2.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Absence de but légitime à l'action en diffamation dirigée contre un média afin de protéger la « réputation » d'une autorité publique sans lien avec une quelconque activité économique : *violation*

[OOO Memo c. Russie, 2840/10, 15.3.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Caractère justifié de la révocation de la licence de radiodiffusion d'une chaîne de télévision à la suite de manquements graves et répétés à l'obligation légale de veiller à l'équilibre et au pluralisme politiques dans les bulletins d'information : *non-violation*

[NIT S.R.L. c. République de Moldova \[GC\], 28470/12, 5.4.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Poursuites pour des infractions administratives pour avoir appelé les électeurs à ne pas voter pour un parti ou à s'abstenir de voter à des élections : *violation*

[Teslenko et autres c. Russie, 49588/12 et al, 5.4.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

La reconnaissance de culpabilité d'un médecin pro-euthanasie et sa condamnation à une peine de prison avec sursis pour avoir aidé plusieurs personnes à se suicider et les avoir conseillés sur la manière de procéder étaient justifiées et proportionnées : *non-violation*

[Lings c. Danemark, 15136/20, 12.4.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Interdiction faite à un journal de publier une photographie accompagnée de la légende « néo-nazi condamné », vingt ans après la condamnation de la personne concernée (entre-temps effacée de son casier judiciaire), celle-ci n'étant plus connue du public et n'ayant plus commis aucune infraction après sa condamnation : *non-violation*

[Mediengruppe Österreich GmbH c. Autriche, 37713/18, 26.4.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Activiste condamné à une amende pour avoir organisé un bref rassemblement pacifique sans déclaration préalable et s'être menotté, ainsi que trois autres personnes, à la barrière du parking d'un bâtiment public pour protester contre un projet minier : *violation*

[Bumbeș c. Roumanie, 18079/15, 4.5.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Condamnation justifiée au civil pour diffamation en ce qui concerne les propos tenus par l'ex-président selon lesquels un avocat avait besoin de soins psychiatriques pour l'avoir dénoncé dans une plainte au pénal : *non-violation*

[Mesić c. Croatie, 19362/18, 5.5.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Amende pénale pour diffamation d'une élue, imposée à un opposant pour avoir diffusé sur son blog des caricatures politiques visant l'ensemble des élus locaux : *violation*

[Patrício Monteiro Telo de Abreu c. Portugal, 42713/15, 7.6.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Disproportion de la peine d'emprisonnement à un ancien terroriste pour son éloge des auteurs des attentats de Paris de 2015, diffusée à la radio et sur internet quelques mois après : *violation*

[Rouillan c. France, 28000/19, 23.6.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Absence de mesures punitives ou dissuasives à l'encontre de juges signataires d'un manifeste sur le « droit de décider » de la population catalane : *irrecevable*

M.D. c. Espagne, 36584/17, 28.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

Motivation insuffisante d'une condamnation à une indemnité visiblement disproportionnée sanctionnant la publication d'articles diffamatoires dans un journal : *violation*

Azadliq et Zayidov c. Azerbaïdjan, 20755/08, 30.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

Motivation insuffisante et montant disproportionné des dommages-intérêts auxquels a été condamné un journaliste pour un article de presse consacré à un juriste de haut rang du service contentieux de l'État : *violation*

Drosiotis c. Chypre, 42315/15, 5.7.2022 Arrêt | Résumé juridique

Responsabilité pénale pour faux enregistrement délibéré d'immigrés à l'appartement de la requérante, en signe de protestation contre le régime d'enregistrement du lieu de résidence des immigrés : *article 10 inapplicable*

Kotlyar c. Russie, 38825/16 et al., 12.7.2022 Arrêt | Résumé juridique

Perquisition injustifiée du domicile d'un journaliste et saisie de ses appareils électroniques sans garanties procédurales protégeant la confidentialité des sources journalistiques : *violation*

Sorokin c. Russie, 52808/09, 30.8.2022 Arrêt | Résumé juridique

Condamnation pénale pour propagande en faveur d'une organisation terroriste pour avoir coupé et distribué un gâteau célébrant l'anniversaire du leader du PKK : *violation*

Ete c. Türkiye, 28154/20, 6.9.2022 Arrêt | Résumé juridique

Manquement des autorités internes à l'obligation de justifier par des motifs pertinents et suffisants la décision d'expulser un observateur électoral d'un bureau de vote : *violation*

Timur Sharipov c. Russie, 15758/13, 13.9.2022 Arrêt | Résumé juridique

Absence de raisons suffisantes propres à justifier la condamnation de la requérante à une amende pour avoir offensé les sentiments religieux d'autrui par des propos insultants sur la Bible : *violation*

Rabczewska c. Pologne, 8257/13, 15.9.2022 Arrêt | Résumé juridique

Liberté de communiquer des informations

Refus pour des motifs de sécurité nationale, assorti de garanties procédurales adéquates et proportionné, d'accorder l'accès à des documents secrets relatifs à une partie sensible de l'histoire récente du pays : *non-violation*

Šeks c. Croatie, 39325/20, 3.2.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 11

Liberté de réunion pacifique

Durée excessivement longue de détentions provisoires et de peines d'emprisonnement à la suite d'une manifestation au prétoire certes perturbatrice mais non-violente : *violation*

Ekrem Can et autres c. Turquie, 10613/10, 8.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Interdiction générale des réunions publiques, pendant deux mois et demi au début de la pandémie de Covid-19, assortie de sanctions pénales et sans contrôle juridictionnel de proportionnalité : *violation*

Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) c. Suisse, 21881/20, 15.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Liberté d'association

Licenciement d'employés fondé sur leur participation à une grève organisée en dehors d'une action syndicale : *article 11 non applicable ; irrecevable*

Bariş et autres c. Turquie (déc.), 66828/16 et al., 14.12.2021 Décision | Résumé juridique

Caractère non nécessaire dans une société démocratique de la condamnation pénale d'un représentant syndical pour rejet de demandes d'adhésion : *violation*

Vlahov c. Croatie, 31163/13, 5.5.2022 Arrêt | Résumé juridique

Refus d'autoriser un parti politique à tenir un congrès dans des villes, faute d'y avoir des structures locales suffisantes, pour pouvoir se présenter aux élections législatives : *non-violation*

Yeşiller ve Sol Gelecek Partisi c. Turquie, 41955/14, 10.5.2022 Arrêt | Résumé juridique

Juridictions internes n'ayant ni appliqué les normes de la Convention ni correctement apprécié les sanctions imposées à une salariée qui était, en sa qualité de représentante d'un syndicat, signataire d'une lettre de réclamations : *violation*

Straume c. Lettonie, 59402/14, 2.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

L'application de la loi sur les agents étrangers à des organisations non gouvernementales et à leurs dirigeants n'était ni prévue par la loi ni nécessaire dans une société démocratique : *violation*

Ecodefence et autres c. Russie, 9988/13 et al., 14.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

Fonder et s'affilier à des syndicats

Marge d'appréciation de l'État englobant une législation par l'effet de laquelle les conventions collectives conflictuelles passées par les syndicats minoritaires étaient inapplicables : *non-violation*

Association of Civil Servants and Union for Collective Bargaining et autres c. Allemagne, 815/18 et al., 5.7.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 13

Recours effectif

Ineffectivité des recours judiciaires internes pour se plaindre des conditions de détention : *violation*

Volodya Avetisyan c. Arménie, 39087/15, 3.5.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 14

Discrimination (article 2)

Manquement à l'obligation d'empêcher des violences fondées sur le sexe commises par un policier et d'enquêter sur la passivité des forces de l'ordre : *violations*

A et B c. Géorgie, 73975/16, 10.2.2022 Arrêt | Résumé juridique

Pas de preuve que le défaut de protection d'une femme assassinée avait pour origine une discrimination en général ou dans les circonstances particulières de l'espèce : *non-violation*

Y et autres c. Bulgarie, 9077/18, 22.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Absence de défaillance systémique révélatrice d'une passivité généralisée envers les victimes de violence domestique ; pas d'attitude discriminatoire envers la requérante : *irrecevable*

Landi c. Italie, 10929/19, 7.4.2022 Arrêt | Résumé juridique

Mobile homophobe d'un meurtre ne constituant pas une circonstance aggravante et n'ayant aucune incidence notable sur la peine fixée : *violation*

Stoyanova c. Bulgarie, 56070/18, 14.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 3)

Absence de protection de la propriétaire d'un bar militante LGBT contre un incendie criminel et des agressions physiques et verbales homophobes, et absence d'enquête effective : *violation*

Oganezova c. Arménie, 71367/12 and/et 72961/12, 17.5.2022 Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 5)

La situation d'une requérante ayant résisté à la police n'est pas comparable à celle d'un individu ayant frappé un particulier : *irrecevable*

P.W. c. Autriche, 10425/19, 21.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 8)

Ordonnance révisable et révocable interdisant à un témoin de Jéhovah de faire participer activement sa jeune enfant, élevée dans la foi catholique, à ses pratiques religieuses : *non-violation*

T.C. c. Italie, 54032/18, 19.5.2022 Arrêt | Résumé juridique

Pas de discrimination envers une personne en fauteuil roulant dans l'impossibilité d'accéder à deux bâtiments gérés par l'administration locale, compte tenu des autres mesures importantes prises par cette dernière pour améliorer l'accessibilité : *non-violation*

Arnar Helgi Lárusson c. Islande, 23077/19, 31.5.2022 Arrêt | Résumé juridique

Impossibilité pour le père d'une enfant née hors mariage d'exercer l'autorité parentale sans le consentement de la mère, malgré la filiation établie par un test ADN : *violation*

Paparrigopoulos c. Grèce, 61657/16, 30.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

La décision d'exclure des personnes ne faisant pas partie de la communauté juive orthodoxe de logements sociaux détenus par une organisation caritative œuvrant en faveur des membres de cette communauté relevait de l'ample marge d'appréciation de l'État : *irrecevable*

L.F. c. Royaume-Uni (déc.), 19839/21, 24.5.2022 Décision | Résumé juridique

Discrimination (article 9)

Pas d'exonération fiscale des immeubles affectés à l'exercice public du culte non reconnu, le régime de reconnaissance manquant de garanties minimales d'équité et d'objectivité : *violation*

Assemblée chrétienne des Témoins de Jéhovah d'Anderlecht et autres c. Belgique, 20165/20, 5.4.2022 Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Pas d'exonération fiscale des immeubles affectés à l'exercice public du culte non reconnu, le régime de reconnaissance manquant de garanties minimales d'équité et d'objectivité : *violation*

Assemblée chrétienne des Témoins de Jéhovah d'Anderlecht et autres c. Belgique, 20165/20, 5.4.2022 Arrêt | Résumé juridique

Exclusion des périodes de travail accumulées dans d'autres États de l'ex-URSS du calcul des pensions des non-citoyens résidents permanents, non applicable aux citoyens lettons, justifiée par des considérations très fortes : *non-violation*

Savickis et autres c. Lettonie [GC], 49270/11, 9.6.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Tribunaux appliquant, au détriment d'une femme et de ses héritiers, le statut d'une fondation privée du 16^e siècle réservant un revenu aux descendants masculins du fondateur : *violation*

Dimici c. Türkiye, 70133/16, 5.7.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Avis consultatif sur la différence de traitement entre les associations de propriétaires « ayant une existence reconnue à la date de la création d'une association communale de chasse agréée » et celles créées ultérieurement

Avis consultatif demandé par le Conseil d'État français [GC], P16-2021-002, 13.7.2022 Avis | Résumé juridique

Pas de discrimination à l'égard d'un condamné privé par la loi de sa pension de retraite pendant son incarcération : *non-violation*

P.C. c. Irlande, 26922/19, 1.9.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 34

Victime

Pas de justification à l'inexécution durant sept jours de la mesure provisoire de faire cesser la rétention d'un enfant étranger dans le but d'éloignement : *violation*

N.B. et autres c. France, 49775/20, 31.3.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Entraver l'exercice du droit de recours

Retard de 35 jours excessivement long dans l'exécution de la mesure provisoire de la Cour demandant le placement d'un bipolaire dans une résidence spécialisée : *violation*

Sy c. Italie, 11791/20, 24.1.2022 Arrêt | Résumé juridique

Pas de justification à l'inexécution durant sept jours de la mesure provisoire de faire cesser la rétention d'un enfant étranger dans le but d'éloignement : *violation*

N.B. et autres c. France, 49775/20, 31.3.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Manquement à l'obligation de se conformer à une mesure provisoire à l'effet de suspendre l'exécution d'une ordonnance de dissolution prise contre une organisation non gouvernementale : *violation*

Ecodefence et autres c. Russie, 9988/13 et al., 14.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 35

Article 35 § 1

Épuisement des voies de recours internes | Recours interne effectif – Russie

Nouveau recours indemnitaire effectif à épuiser à partir du 1^{er} janvier 2020 par les acquéreurs de bonne foi de logements restitués à l'État sans indemnisation, y compris avant cette date

Lidiya Nikitina c. Russie, 8051/20, 15.3.2022 Arrêt | Résumé juridique
Olkhovik et autres c. Russie (déc.), 11279/17, 22.2.2022 Décision | Résumé juridique

Délai de six mois

Requête introduite pendant la prolongation légitime de trois mois du délai de six mois fixée au printemps 2020, période critique de la pandémie mondiale de Covid-19 : *exception préliminaire rejetée*

Saakashvili c. Géorgie (déc.), 6232/20 et 22394/20, 1.3.2022 Décision | Résumé juridique

ARTICLE 37

Radiation du rôle

Reconnaissance par le Gouvernement de violations de la Convention mais offre de réparation inadéquate : *demande de radiation rejetée*

Benkharbouche et Janah c. Royaume-Uni, 19059/18 et 19725/18, 5.4.2022 . Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 46

Exécution de l'arrêt

Décision de radiation ne tombant pas sous l'empire de l'article 46 qui vise uniquement les arrêts définitifs de la Cour : *irrecevable*

Boutaffala c. Belgique, 20762/19, 28.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

Exécution de l'arrêt – Mesures générales et individuelles

La réouverture de la procédure de contrôle juridictionnel est requise mais ne devra pas nécessairement conduire à l'annulation des effets de la décision contrôlée plutôt qu'à l'octroi de dommages-intérêts ; nécessité de mesures générales

Korporativna Targovska Banka AD c. Bulgarie, 46564/15 et 68140/16, 30.8.2022 Arrêt | Résumé juridique

Exécution de l'arrêt – Mesures individuelles

État défendeur tenu de prendre des mesures d'abolition de la ségrégation dans une école primaire fréquentée presque exclusivement par des enfants roms et égyptiens

X et autres c. Albanie, 73548/17 et 45521/19, 31.5.2022 Arrêt | Résumé juridique

Article 46 § 4

Procédure en manquement

Procédure en manquement contre la Türkiye pour non-respect de l'arrêt définitif de la Cour, qui demandait explicitement la libération immédiate du requérant : *violation*

Kavala c. Türkiye [GC], 28749/18, 11.7.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Respect des biens

Refus injustifié de faire exécuter une sentence arbitrale définitive et contraignante rendue contre le Fonds des biens nationaux après annulation d'un accord portant sur l'acquisition d'un bien de l'État en cours de privatisation : *violation*

BTS Holding a.s. c. Slovaquie, 55617/17, 30.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

Absence de garanties contre l'arbitraire dans une décision de retirer son agrément à une banque : *violation*

Korporativna Targovska Banka AD c. Bulgarie, 46564/15 et 68140/16, 30.8.2022 Arrêt | Résumé juridique

Rejet non motivé d'une action en violation du droit d'auteur dirigée contre un particulier qui avait publié sur Internet, sans autorisation et sans s'acquitter des droits d'auteur, une version numérique de l'ouvrage du requérant : *violation*

Safarov c. Azerbaïdjan, 885/12, 1.9.2022 Arrêt | Résumé juridique

Privation de propriété

Absence d'indemnisation des charges résultant du handicap d'un enfant né comme tel en raison d'une faute lors du diagnostic prénatal, par application rétroactive de la loi : *violation*

N.M. et autres c. France, 66328/14, 3.2.2022 Arrêt | Résumé juridique

Restitution à l'État d'un appartement tombé en déshérence, sans indemniser l'acquéreur de bonne foi qui ne peut pas se prévaloir d'un nouveau recours indemnitaire : *violation*

Lidiya Nikitina c. Russie, 8051/20, 15.3.2022 Arrêt | Résumé juridique
Olkhovik et autres c. Russie (déc.), 11279/17, 22.2.2022 Décision | Résumé juridique

Réglementer l'usage des biens

Saisie des actions d'une société détenues par les requérants avec un blocage total, pendant quatre ans et huit mois, de tous les droits étant rattachés à celles-ci, sans justification suffisante : *violation*

Sebeleva et autres c. Russie, 42416/18, 1.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Garanties procédurales insuffisantes contre la longue immobilisation de tous les avoirs de la requérante à Malte à la suite d'une demande d'entraide judiciaire formée par les autorités kazakhes, vraisemblablement à des fins cachées de persécution politique : *violation*

[Shorazova c. Malte, 51853/19, 3.3.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives

Rejet non motivé d'une action en violation du droit d'auteur dirigée contre un particulier qui avait publié sur Internet, sans autorisation et sans s'acquitter des droits d'auteur, une version numérique de l'ouvrage du requérant : *violation*

[Safarov c. Azerbaïdjan, 885/12, 1.9.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Libre expression de l'opinion du peuple | Vote

Privation du droit de vote disproportionnée car automatique du fait du placement sous tutelle partielle du requérant atteint de troubles mentaux, sans examen judiciaire individualisé de son aptitude au vote : *violation*

[Anatoliy Marinov c. Bulgarie, 26081/17, 15.2.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

Se porter candidat aux élections

Avis consultatif concernant l'appréciation de la proportionnalité d'une interdiction générale pour une personne de se porter candidate à une élection après une destitution dans le cadre d'une procédure d'*impeachment*

[Avis consultatif demandé par la Cour administrative suprême lituanienne \[GC\], P16-2020-002, 8.4.2022](#) Avis | Résumé juridique

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 4

Article 2 § 2

Liberté de quitter un pays

Refus formaliste et non individualisé de délivrer un nouveau passeport pour étranger à un résident de longue durée d'origine tchétchène qui avait précédemment bénéficié d'une protection subsidiaire et qui avait peur de contacter les autorités russes : *violation*

[L.B. c. Lituanie, 38121/20, 14.6.2022](#) Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 4

Article 3 § 2

Entrer dans son pays

Absence d'examen entouré de garanties contre l'arbitraire du refus de rapatrier des nationaux placés en détention avec leurs jeunes enfants dans des camps sous contrôle kurde après la chute de l'« État islamique » : *violation*

H.F. et autres c. France [GC], 24384/19 et 44234/20, 14.9.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4

Interdiction des expulsions collectives d'étrangers

Absence de décisions individuelles pour des migrants arrivés en grands groupes et ayant contourné, sans raisons impérieuses, des procédures réelles et effectives permettant d'entrer légalement : *non-violation*

A.A. et autres c. Macédoine du Nord, 55798/16 et al., 6.4.2022..... Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois

Procédure pénale ayant donné lieu à la duplication d'une amende administrative pour construction illégale mais pas à la duplication de l'amende annuelle due en cas de conservation de la construction en question : *violation, non-violation*

Goulandrīs et Vardinogianni c. Grèce, 1735/13, 16.6.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12

Interdiction générale de la discrimination

Refus discriminatoire de verser à des joueurs d'échecs non-voyants les récompenses financières attribuées à titre de reconnaissance nationale aux joueurs voyants qui avaient remporté des distinctions internationales comparables : *violation*

Negovanović et autres c. Serbie, 29907/16 et al., 25.1.2022 Arrêt | Résumé juridique

Absence de mise en œuvre de mesures rapides et complètes d'abolition de la ségrégation dans une école primaire fréquentée presque exclusivement par des enfants roms et égyptiens : *violation*

X et autres c. Albanie, 73548/17 et 45521/19, 31.5.2022 Arrêt | Résumé juridique

Avis consultatifs

Avis consultatif concernant l'appréciation de la proportionnalité d'une interdiction générale pour une personne de se porter candidate à une élection après une destitution dans le cadre d'une procédure d'*impeachment*

Avis consultatif demandé par la Cour administrative suprême lituanienne [GC],
P16-2020-002, 8.4.2022 Avis | Résumé juridique

Avis consultatif sur l'applicabilité de la prescription aux poursuites, condamnations et sanctions pour des infractions constitutives, en substance, d'actes de torture

Avis consultatif demandé par la Cour de cassation arménienne [GC],
P16-2021-001, 26.4.2022 Avis | Résumé juridique

Avis consultatif sur la différence de traitement entre les associations de propriétaires « ayant une existence reconnue à la date de la création d'une association communale de chasse agréée » et celles créées ultérieurement

Avis consultatif demandé par le Conseil d'État français [GC], P16-2021-002,
13.7.2022 Avis | Résumé juridique